**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MELUN**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 1305706

M. B... A...

M. Karaoui
Rapporteur

M. Guillou
Rapporteur public

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Melun

Audience du 5 décembre 2014
Lecture du 26 décembre 2014

(1^{ère} chambre)

Vu la requête, enregistrée le 13 juillet 2013, présentée pour M. B... A..., demeurant 17 rue de la République immeuble "Le République", à Montceau-les-Mines (71300), par Me Drapier, avocat ; M. A... demande au tribunal :

1°) d'annuler la décision du 27 février 2013 par laquelle la Garde des Sceaux, ministre de la justice, a rejeté sa demande de nomination en qualité d'huissier de justice associé au sein de la société civile professionnelle Bruno Almouzni et Christian Dupont à la résidence de Briecomte-Robert, ainsi que la décision implicite de rejet opposée par la ministre à son recours gracieux présenté le 15 avril 2013 ;

2°) d'ordonner à la Garde des Sceaux, ministre de la justice, de réexaminer sa demande dans les deux mois suivant le jugement à intervenir, sous astreinte de 397 euros par jour de retard ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 5 000 euros, au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ainsi qu'aux dépens de l'instance ;

Il soutient que :

- la décision du 27 février 2013 est entachée d'un défaut de base légale dans la mesure où elle se fonde sur le décret n° 75-770 du 14 août 1975 ; que ce texte règle les conditions d'accès à la profession d'huissier de justice alors qu'il exerce déjà les fonctions d'huissier de justice ; qu'en l'espèce, la Garde des Sceaux, ministre de la justice, aurait dû s'appuyer sur les dispositions de l'article 41 du décret du 31 décembre 1969 pris pour l'application à la profession d'huissier de justice de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 sur les sociétés civiles professionnelles ; qu'il a suivi la procédure prévue par les dispositions de l'article 27 du décret du 31 décembre 1969 ;

- les décisions en cause méconnaissent l'autorité de la chose jugée de l'arrêt de la cour d'appel de Dijon en date du 3 juin 2010 n° 10/00393 qui rejette le principe d'une destitution du fait qu'elle est disproportionnée au regard des faits reprochés ; que, par suite, il est anormal que

le libre exercice de sa profession soit entravé par la décision contestée invoquant des décisions de justice exécutées ;

- ce refus est révélateur d'une manœuvre frauduleuse de la Garde des Sceaux lui permettant d'obtenir une sanction qu'elle n'a pu obtenir par la voie juridictionnelle ;

- ces décisions portent une atteinte directe à sa liberté d'entreprendre qui constitue une liberté fondamentale ; qu'elles portent également atteinte à sa liberté d'aller et de venir puisqu'il ne peut plus vivre où il le souhaite, sauf à perdre le bénéfice de son emploi actuel ; qu'enfin, elles portent atteinte à son droit de mener une vie familiale normale, dès lors qu'elle l'empêche de vivre avec son épouse et son fils qui résident en région parisienne ;

- elles sont disproportionnées puisqu'elles instaurent une interdiction quasi générale et absolue d'exercer un métier sur le territoire national et par suite, une interdiction d'aller et de venir ainsi que de mener une vie familiale normale ;

- ces décisions lui causent un préjudice matériel et moral important ;

- enfin, il résulte des développements précédents que les décisions en litige sont également illégales en ce qu'elles portent atteinte au principe d'égalité de traitement ;

Vu les décisions attaquées ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 23 octobre 2013, présenté par la Garde des Sceaux, ministre de la justice qui conclut au rejet de la requête et demande que la somme de 5 000 euros soit mise à la charge de M. A..., au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

La Garde des Sceaux, ministre de la justice soutient que :

- certaines dispositions et notamment les 1° et 2° du décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités de créations, transferts et suppressions d'offices d'huissiers de justice s'appliquent à toute demande de nomination émanant d'une personne qui possède déjà la qualité d'huissier de justice ; la condition de moralité fait l'objet d'un contrôle à l'occasion de chaque demande de nomination émanant d'une personne qui dispose ou non de la qualité d'huissier de justice ; l'article 45 de la loi du 20 avril 1810 prévoit que cette mission incombe aux parquets généraux et il s'agit également d'une prérogative du Garde des Sceaux conformément au décret n° 88-814 du 12 juillet 1988 relatif à la nomination et à la cessation des officiers publics ministériels ; ce contrôle se justifie car la moralité d'un officier public ou ministériel est susceptible d'évoluer tout au long de la carrière et ne se limite pas à la première nomination ; les instances professionnelles participent également à ce contrôle par le biais d'un avis qui lui est demandé par le parquet général compétent ;

- les décisions attaquées n'ont aucune incidence sur l'activité professionnelle de M. A... qui exerce ses fonctions d'huissiers de justice dans la résidence où elle l'a nommé le 11 décembre 2000 ; il n'y a pas de méconnaissance de l'autorité de la chose jugée ; elle n'a tenu compte que de son comportement délictueux ; elle apprécie souverainement en sa qualité d'autorité de nomination ses capacités et son aptitude sous le seul contrôle du juge administratif ; elle n'est pas liée par les décisions prises par l'autorité judiciaire ;

- s'agissant de l'atteinte à la liberté d'entreprendre, l'intéressé appartient à une profession réglementée, l'installation d'un huissier de justice n'est pas libre, elle fait l'objet d'un agrément préalable après la vérification des conditions réglementaires et le respect de la procédure de nomination ; il en est de même pour toute demande de nomination découlant d'une cession de parts sociales ou de l'exercice du droit de présentation, ainsi que pour les créations et les suppressions d'offices de justice qui sont encadrées par l'article 37 de la loi du 14 août 1975 précitée ;

- s'agissant de l'atteinte à la vie privée et familiale du requérant, les décisions attaquées ne sont pas responsables de l'éloignement et des choix professionnels de son épouse, les agissements contraires à l'honneur et à la probité sont seuls responsables des conséquences découlant de cette décision ;

- le préjudice allégué ne constitue pas un vice susceptible d'entraîner l'annulation des décisions attaquées ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu la loi du 20 avril 1810 relative à l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice ;

Vu le décret n° 69-1274 du 31 décembre 1969 pris pour l'application à la profession d'huissier de justice de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 sur les sociétés civiles professionnelles ;

Vu le décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissiers de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice ;

Vu le décret n° 88-814 du 12 juillet 1988 relatif à la nomination et à la cessation de fonctions des officiers publics et ministériels ;

Vu le décret n° 2011-875 du 25 juillet 2011 relatif aux huissiers de justice salariés ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 5 décembre 2014 :

- le rapport de M. Karaoui ;

- et les conclusions de M. Guillou, rapporteur public ;

1. Considérant que le 2 février 2012, M. A..., a sollicité, conformément aux exigences de l'article 1^{er} du décret susvisé du 14 août 1975 susvisé, sa nomination en qualité d'huissier de justice associé au sein de la société civile professionnelle Bruno Almozni et Christian Dupont à la résidence de Brie-Comte-Robert ; que, par une décision du 27 février 2013, confirmée sur recours gracieux présenté le 15 avril 2013, la Garde des sceaux, ministre de la justice a rejeté la demande de M. A... ; que par la présente requête, l'intéressé demande au tribunal l'annulation de ces deux décisions ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

2. Considérant qu'aux termes de l'article 45 de la loi susvisée du 20 avril 1810 :
« Les procureurs généraux exerceront l'action de la justice criminelle dans toute l'étendue de

leur ressort. Ils veilleront au maintien de l'ordre dans tous les tribunaux ; ils auront la surveillance de tous les officiers de police judiciaire et officiers ministériels du ressort » ; qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret n° 88-814 du 12 juillet 1988 précité : « Le garde des sceaux, ministre de la justice, nomme par arrêté les officiers publics ou ministériels. Il accepte leur démission ou leur retrait d'une société civile professionnelle en la même forme ». ; qu'aux termes de l'article 5 du décret du 31 décembre 1969 susvisé : « La nomination d'une société civile professionnelle dans un office d'huissier de justice et la nomination de chacun des associés en qualité d'huissier de justice associé sont prononcées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice pris après les consultations prévues aux articles 7 et 8 » ; qu'aux termes de l'article 7 de ce décret : « Toute demande de nomination d'une société régie par le présent titre est présentée collectivement par les futurs associés au garde des sceaux, ministre de la justice. / La demande est adressée au procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle est ou doit être fixé le siège de l'office dont la société sera titulaire. Elle est accompagnée de toutes pièces justificatives, et notamment d'une attestation du greffier du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance statuant commercialement du lieu du siège social, constatant le dépôt au greffe de la demande et des pièces nécessaires à l'immatriculation ultérieure de la société au registre du commerce et des sociétés ainsi que, lorsqu'un ou plusieurs des futurs associés doit contracter un emprunt, du plan de financement prévoyant de manière détaillée les conditions dans lesquelles chacun d'eux entend faire face à ses échéances en fonction de ses revenus et d'un budget prévisionnel. / Le procureur général saisit la chambre départementale par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et l'invite à lui faire parvenir son avis motivé sur la demande. » ; qu'aux termes de l'article 8 de ce décret : « Huit jours au moins avant la date fixée pour sa délibération, la chambre saisie informe les intéressés qu'ils doivent, soit par eux-mêmes, soit par un mandataire de leur choix, présenter, lors de cette délibération, toutes explications orales ou écrites relatives à la constitution de la société dont il s'agit. / Si, quarante-cinq jours après sa saisine, la chambre n'a pas adressé au procureur général l'avis qui lui a été demandé, il est passé outre et l'avis est tenu pour favorable. / Le procureur général informe la chambre régionale des huissiers de justice du projet de constitution de société qui lui est soumis ; il peut, s'il l'estime utile, lui demander son avis. Dans ce cas, la chambre régionale se prononce dans les conditions prévues aux premier et deuxième alinéas. Le procureur général transmet ensuite au garde des sceaux, ministre de la justice, avec son rapport, l'ensemble des pièces et documents. / Au vu de ces pièces et documents, le garde des sceaux, ministre de la justice, s'il entend donner son agrément à la constitution de la société, prend l'arrêté prévu à l'article 5. » ; qu'aux termes de l'article 41 de ce décret : « Si le nouvel associé entre dans la société en acquérant des parts sociales dont les associés ou l'un ou certains de ceux-ci sont titulaires, il est procédé conformément à l'article 27. / Si le nouvel associé entre dans la société en apportant sa seule industrie, les dispositions du premier alinéa de l'article 5 sont applicables. » ; qu'il résulte des dispositions précitées, qu'à l'occasion de la demande de nomination de M. A... en qualité d'huissier de justice associé au sein de la société civile professionnelle Bruno Almouzni et Christian Dupont, la Garde des Sceaux devait examiner la condition de bonne moralité et de probité du requérant et pouvait légalement se fonder sur l'enquête de moralité pour lui refuser cette nomination ;

3. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier, que pour refuser à M. A... son agrément en qualité d'huissier de justice au sein de la société civile professionnelle « Bruno Almouzni et Christian Dupont associés » titulaire d'un office d'huissier de justice à la résidence de Brie-Comte-Robert, la Garde des Sceaux, ministre de la justice, s'est fondée sur la circonstance que l'enquête de moralité menée par les services du parquet faisait ressortir que l'intéressé avait fait l'objet d'une condamnation prononcée le 14 août 2007 par le tribunal de grande instance de Chalon-sur-Saône statuant en matière correctionnelle à une peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et de 25 000 euros d'amende pour des faits d'abus de faiblesse

d'une personne vulnérable commis à l'occasion de son activité professionnelle en 2003, et que ce jugement avait été confirmé par la cour d'appel de Dijon le 14 mai 2008 ; qu'il est, en outre, constant que le 9 février 2010, le tribunal de grande instance de Châlons-sur-Saône statuant en matière disciplinaire a prononcé à l'encontre M. A... une sanction d'interdiction temporaire d'exercices de ses fonctions pour ces faits d'une durée de six mois ; que par ailleurs, les circonstances qu'en application des dispositions précitées, la chambre départementale des huissiers de justice de Seine-et-Marne ait rendu un avis favorable sur la demande du requérant, qu'il ait fait l'objet d'une peine d'emprisonnement assortie d'un sursis, que ces peines disciplinaires et pénales n'ont jamais remis en cause l'appartenance de l'intéressé au corps des officiers ministériels, celle tirée de l'atteinte à la liberté d'aller et venir, ainsi que celle de l'atteinte à sa vie privée et familiale, et celle tirée de ce que ces décisions lui auraient causé un préjudice, sans au demeurant l'établir, sont sans influence sur la légalité des décisions attaquées ; qu'en outre, à supposer que le requérant invoque le moyen tiré de ce que les décisions attaquées seraient entachées d'un détournement de pouvoir, il n'apporte aucun élément permettant de l'établir ; qu'enfin, s'agissant d'une profession réglementée, le requérant ne peut utilement soutenir que les décisions attaquées portent atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie ; qu'ainsi, la Garde des Sceaux a pu sans commettre d'erreur de droit, ni davantage d'erreur manifeste d'appréciation, rejeter la demande de nomination de M. A... en qualité d'huissier de justice associé au sein de la société civile professionnelle Bruno Almouzni et Christian Dupont à la résidence de Brie-Comte-Robert ;

4. Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède, que le requérant n'est pas fondé à demander l'annulation de la décision en date du 27 février 2013 et de la décision implicite rejetant son recours gracieux ;

Sur les conclusions aux fins d'injonction et d'astreinte:

5. Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède, qu'en conséquence du rejet des conclusions à fin d'annulation, les conclusions aux fins d'injonction et d'astreinte susvisées ne peuvent qu'être rejetées ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 et R. 761-1 du code de justice administrative :

6. Considérant que ces dispositions font obstacle aux conclusions de M. A... dirigées contre l'Etat qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante ; que ces dispositions font également obstacle à ce que l'Etat, représenté par la Garde des Sceaux, ministre de la justice, qui n'est pas représenté par un avocat et ne justifie pas avoir exposé des frais dans la présente instance, obtienne la condamnation qu'il réclame ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : La requête de M. A... est rejetée.

Article 2 : Les conclusions de la Garde des Sceaux, ministre de la justice, tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, sont rejetées.

Article 3: Le présent jugement sera notifié à M. B... A... et à la Garde des Sceaux, ministre de la justice.

Délibéré après l'audience du 5 décembre 2014, à laquelle siégeaient :

M. Choplin, président,
Mme Edert-Mulsant, premier conseiller,
M. Karaoui, conseiller,

Lu en audience publique le 26 décembre 2014.

Le rapporteur,

Le président,

J. KARAOUI

D. CHOPLIN

Le greffier,

C. KENZOUA

La République mande et ordonne à la garde des Sceaux, ministre de la justice en ce qui la concerne ou à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme,
Le greffier,

V. TAROT